



**Réseau européen « La santé n'est pas à vendre » dans le cadre de la campagne « G7-Health : Not on my body », Ancône (Italie), 9-11 octobre 2024**

**Session internationale « Public health under the pressures of commercialisation : critical international perspectives », 11 octobre 2024, Cinema Azzurro, Via Tagliamento, 39 Ancona (Italie)**

## **Proposition pour la Déclaration d'Ancône, 2024 « Soins de santé et santé publique pour tous » (HPHA)**

(première version)

Le réseau européen « La santé n'est pas à vendre » et d'autres organisations contre la privatisation des soins de santé se réuniront à Ancône (Italie) pour contester le contenu de la réunion du G7-Santé qui se tiendra du 9 au 11 octobre 2024 et pour contester l'approche commerciale, néolibérale et réductionniste des soins de santé des gouvernements du G7.

Un appel à une action alternative, progressiste et mondiale est proposé et lancé, basé sur le droit universel à des soins de santé gratuits, équitables, solidaires et humanitaires pour tous, indépendamment de la race, de la religion, de la politique, de l'économie, du statut social ou de tout autre statut. Pour atteindre cet objectif, une déclaration est en cours de rédaction et sera présentée lors de la session internationale « Public Healthcare under commercialisation pressures : critical international perspectives » le 11 octobre 2024 au Cinema Azzurro, Via Tagliamento, 39 Ancona (Italie). Le projet préparé avant la Session, distribué aux participants par e-mail et autres moyens informatiques, est également publié sur le site web de la Campagne (<https://nog7ancona.noblogs.org/>). La Déclaration, révisée sur la base des contributions et des commentaires reçus sur [maurizio.manno@unina.it](mailto:maurizio.manno@unina.it) avec une copie à [nog7ancona@protonmail.com](mailto:nog7ancona@protonmail.com) avant le jeudi 10 octobre 2024, sera approuvée par l'Assemblée générale « G7-Santé : pas sur mon corps » le vendredi 11 octobre et sera republiée sur le site web pour être mise à disposition dans le monde entier. La déclaration sera régulièrement mise à jour, sur la base des contributions de la communauté internationale des militants des soins et de la santé publique.

### **1. Introduction: le paradoxe de la santé publique**

Les énormes progrès réalisés au niveau mondial ces dernières années sont bien connus : sciences médicales, tant moléculaires que cliniques, découvertes de nouveaux médicaments, outils de diagnostic extraordinairement performants, technologies de communication et d'information ultrarapides, et bien d'autres encore. Néanmoins, les actions préventives, les diagnostics, les thérapies et les soins de santé en général ont régressé pour la grande majorité de la population mondiale. En termes relatifs et, dans de nombreux domaines, en termes absolus. L'accès aux soins primaires en termes de temps, de distance et de



services disponibles est limité, voire inexistant dans de nombreux pays ou régions du monde. Sans parler de l'efficacité et de l'efficience de la couverture sanitaire publique. Les coûts individuels des soins de santé augmentent à tel point que même dans les pays riches ou relativement aisés, une proportion significative de la population doit de plus en plus renoncer aux soins de base. Dans les pays à revenu élevé ou moyen supérieur, selon la classification de l'OMS et de la Banque mondiale, ceux qui disposent d'un système basé sur l'assurance et ceux qui ont un système public gratuit sont tous deux touchés de la même manière. Sans parler des pays à revenu faible ou intermédiaire, où la plupart des gens sont confrontés à de graves pénuries et, dans certains cas, à une absence totale d'installations et de services de santé.

Les raisons du déclin des soins de santé sont complexes. L'instabilité politique, le dénuement économique et social, la faiblesse des constituants ou le déclin progressif des infrastructures de santé publique sont des causes importantes dans certains pays. Dans d'autres, la faiblesse des investissements, le manque de rémunération et de motivation du personnel de santé, l'incompétence ou l'intérêt privé pour la gestion à court ou à long terme des soins de santé et de la santé publique sont plus importants. Les politiques de santé fondées sur le marché libre, en particulier celles qui concernent les médicaments, comme l'a montré la récente pandémie de Covid-19, se sont révélées inadéquates et incapables, voire complices, de faire face à la situation d'urgence. Récemment, les effets des stratégies de la Banque mondiale sur les pays à faible revenu et les résultats de l'austérité de l'Union européenne sur les États membres européens pendant la crise économique de 2008 sont probablement les principaux facteurs qui ont conduit à des coupes sombres et à la commercialisation des services de santé, ce qui se traduit actuellement par une privatisation croissante des installations et du personnel. En effet, l'objectif d'un système, et non d'un service, privé de soins de santé est de réaliser un profit financier, tandis que l'objectif d'un service, et non d'un système, public de soins de santé est, ou devrait être, de fournir des soins de santé gratuits à tous les citoyens de l'UE.

L'objectif de cet événement est de discuter des principales faiblesses et des principaux défis en matière de soins de santé et de santé publique au niveau mondial aujourd'hui et, éventuellement, d'identifier des propositions d'action pour des solutions efficaces et durables au niveau mondial. Nous souhaitons également relever le défi de la base éthique et de la durabilité pratique d'un service de santé idéal, fortement basé sur la prévention, la personnalisation des soins de santé, l'économie des ressources publiques et le respect des communautés locales et de leurs traditions humaines, culturelles et sociales. La conférence se veut systématique et universaliste dans son analyse, mais en même temps pragmatique et concrète dans ses résultats. Le message de la conférence est constitutivement critique à l'égard du contenu de la réunion du G7-Santé qui se tiendra à Ancône du 9 au 11 octobre 2024, estimant que l'approche privée, mercantile et commerciale des gouvernements du G7 en matière de soins de santé et de santé publique est profondément déformée, fondamentalement contraire à l'éthique et inadéquate pour promouvoir des soins de santé publique universels, équitables et gratuits pour tous, dans toutes les conditions.

## 2. Objectifs de l'étude

L'objectif de ce document est de déterminer l'état actuel des connaissances et des opinions, parmi diverses organisations dans différentes parties du monde, sur le statut et les progrès réalisés au niveau mondial en matière de soins de santé et de santé publique en tant que droit universel pour tous, partout. Une campagne internationale sera lancée pour examiner et promouvoir la diffusion mondiale de cette



déclaration afin de donner un élan à l'OMS dans ses efforts pour réaliser le droit à la santé pour tous et partout. Les objectifs fondamentaux de notre déclaration sont donc, sans s'y limiter, les suivants

- de réaffirmer que les soins de santé universels, équitables et gratuits et la santé publique sont un droit humain fondamental pour tous et pour chacun, et d'appeler les Nations unies à modifier l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) à cet effet.
- Exhorter l'OMS à collaborer avec les gouvernements et les parties prenantes afin de mettre davantage l'accent sur les déterminants socio-économiques de la santé et de promouvoir la justice sociale à l'échelle mondiale en tant que base contraignante pour toutes les initiatives de l'OMS, à tous les niveaux.
- Promouvoir l'équité, la démocratie, l'efficacité et l'impartialité dans la législation, la gestion et l'évaluation des systèmes et services de santé.

### 3. Proposition de déclaration

L'Assemblée de la campagne « G7 Santé : Pas sur mon corps », qui comprend des militants du Réseau européen " La santé n'est pas à vendre » et d'autres organisations participant à des initiatives d'opposition au G7 Santé qui se tiendra à Ancône, en Italie, du 9 au 11 octobre 2024, propose les 8 points suivants pour examen et approbation.

1. Les soins de santé et la santé publique sont un **droit humain universel fondamental** pour toutes les personnes, en particulier les plus vulnérables en raison de leur âge, de leur sexe, de leur état de santé ou d'autres fragilités, et pour toutes les femmes qui devraient avoir le droit de contrôler leur propre fertilité et reproduction. Ces droits doivent être promus, protégés et garantis en toutes circonstances, y compris en cas de guerre ou de catastrophe naturelle, économique ou politique.
2. Nous demandons instamment à l'OMS de promouvoir la mise en œuvre des 17 objectifs de l'Agenda 2030 vers un **développement durable** couvrant tous les déterminants sociaux, environnementaux et économiques de la santé dans les pays développés et en développement, en tenant compte des objectifs communs mais aussi des différentes réalités nationales et régionales, des capacités, des niveaux de développement et des circonstances, y compris les ressources sanitaires et les catastrophes environnementales.
3. Nous demandons aux gouvernements de fournir un **financement public suffisant et équitable** pour les soins de santé afin de prévenir les pénuries de personnel de santé et de garantir la meilleure qualité de soins pour les patients et les meilleures conditions de travail pour le personnel de santé grâce à un recrutement adéquat et cohérent, afin de protéger les pays les plus faibles de la fuite des professionnels vers les pays les plus riches.
4. Nous voulons des soins de santé qui garantissent **l'accessibilité** aux soins pour tous les individus, y compris l'accessibilité économique, géographique, culturelle, temporelle et logistique. Nous voulons des politiques pharmaceutiques nationales, régionales et internationales qui répondent aux besoins de tous les citoyens et des pays du Sud, et non à ceux des « Big Pharma ».
5. Nous soutenons les systèmes et les services de santé publique qui sont **payés par les citoyens et qui travaillent pour les citoyens**, et non pour le profit. Nous soutenons donc fermement les politiques locales, nationales, régionales et internationales qui protègent les personnes et les travailleurs de la santé des dérives commerciales, de la gestion axée sur le profit et de la gestion financière.
6. Nous préconisons un engagement mondial, à tous les niveaux, pour renforcer la **démocratie** et les processus démocratiques dans le domaine de la santé et de la santé publique, par la participation



de représentants/associations de patients qualifiés et de syndicats/organisations de travailleurs de la santé à la prise de décision.

7. Nous appelons à un consensus international pour parvenir à une gestion ouverte, partagée et équilibrée des **conflits d'intérêts** dans l'administration et la gestion de la santé et de la santé publique, conformément aux normes éthiques et professionnelles les plus élevées.
8. Nous affirmons fermement que pour atteindre l'objectif des soins de santé et de la santé publique pour tous, il est nécessaire de maintenir une **pression constante sur le travail des gouvernements et de l'OMS** afin de restaurer et d'actualiser les principes démocratiques contenus dans la Déclaration d'Alma Ata mise à jour en 1978.

## 4. Références

### 1. Site web de l'OMS (20 septembre 2024)

L'OMS est invitée à revenir à la Déclaration d'Alma-Ata

Conférence internationale sur les soins de santé primaires

La Déclaration d'Alma-Ata de 1978 est l'un des principaux jalons du XXe siècle en matière de santé publique et identifie les soins de santé primaires comme la clé de la réalisation de l'objectif de la santé pour tous. Voici quelques extraits de la déclaration :

- La Conférence réaffirme avec force que la santé, qui est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité, est un droit fondamental de l'homme et que l'accession au niveau de santé le plus élevé possible est un objectif social mondial très important, dont la réalisation exige l'action de nombreux autres secteurs sociaux et économiques, en plus du secteur de la santé.
- L'inégalité flagrante actuelle de l'état de santé des populations, en particulier entre les pays développés et les pays en développement, ainsi qu'à l'intérieur même des pays, est inacceptable sur les plans politique, social et économique et concerne donc tous les pays.
- Les personnes ont le droit et le devoir de participer individuellement et collectivement à la planification et à la mise en œuvre de leurs soins de santé.
- Les soins de santé primaires sont des soins de santé essentiels fondés sur des méthodes et des technologies pratiques, scientifiquement valables et socialement acceptables, rendus universellement accessibles aux individus et aux familles de la communauté grâce à leur pleine participation et à un coût que la communauté et le pays peuvent se permettre de maintenir à chaque stade de leur développement, dans un esprit d'autosuffisance et d'autodétermination. Il fait partie intégrante du système de santé du pays, dont il est la fonction centrale, et du développement social et économique global de la communauté. Il constitue le premier niveau de contact des individus, des familles et des communautés avec le système national de santé, en rapprochant le plus possible les soins de santé des lieux de vie et de travail.
- Un niveau de santé acceptable pour tous les peuples du monde d'ici l'an 2000 peut être atteint par une utilisation plus complète et meilleure des ressources mondiales, dont une partie considérable est aujourd'hui consacrée aux armements et aux conflits militaires. Une véritable politique d'indépendance, de paix, de détente et de désarmement pourrait et devrait libérer des ressources supplémentaires qui pourraient être affectées à des fins pacifiques et, en particulier, à l'accélération du développement social et économique, dont les soins de santé de base, en tant qu'élément essentiel, devraient avoir leur juste part.

Commentaire : En dépit, ou plutôt en raison, du profil très élevé et de l'ambition des trois pages et des dix points de la Déclaration d'Alma Ata, son objectif, à savoir la réalisation d'un « niveau de santé acceptable pour tous les peuples du monde d'ici à l'an 2000 », est resté bien en deçà des espérances.

### 2. <https://oldwp.phmovement.org/phm-declaration-at-8th-global-conference-on-health-promotion-2013-2> (20 septembre 2024)

Déclaration de PHM lors de la 8e Conférence mondiale sur la promotion de la santé (2013)



Promouvoir la santé pour tous et la justice sociale à l'ère du capitalisme mondial : un appel à l'action du Mouvement pour la santé des peuples à la 8e Conférence mondiale sur la promotion de la santé, Helsinki, Finlande (14 juin 2013)  
Commentaire : Les militants du People's Health Movement se sont réunis lors de la 8e Conférence mondiale de l'OMS sur la promotion de la santé pour critiquer la déclaration officielle de la conférence et élaborer un appel à l'action progressiste fondé sur de solides principes de justice sociale.

### 3. <https://www.un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights>

Déclaration universelle des droits de l'homme

Article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.(....)

\*\*\*